



STATISTIQUES ET INDICATEURS

L'EMPLOI INTÉrimAIRE EN DECEMBRE 2016



SOMMAIRE

- p.2 Résultats détaillés en décembre 2016
- p.2 Évolution mensuelle par secteur (CVS)
- p.3 Évolution par région
- p.4 Évolution par sexe selon le secteur d'activité
- p.5 Évolution par âge selon le sexe de l'intérimaire
- p.5 Évolution par catégorie socioprofessionnelle

Fin décembre 2016, le nombre d'intérimaires augmente de +2,1% par rapport à novembre 2016 et progresse de 11,8% en un an¹

Fin décembre 2016, le nombre d'intérimaires s'établit à 728 700, en valeur corrigée des variations saisonnières. Il connaît une hausse de 2,1% par rapport à fin novembre (+15 100). En un an, l'intérim augmente de 11,8% (+77 200 de fin décembre 2015 à fin décembre 2016 [cf. graphique 1]).

Fabien Dupuis,

Direction des Statistiques, des Etudes et de l'Évaluation



Fin décembre 2016, le nombre d'intérimaires s'établit à 728 700. L'emploi intérimaire augmente de 2,1% sur un mois

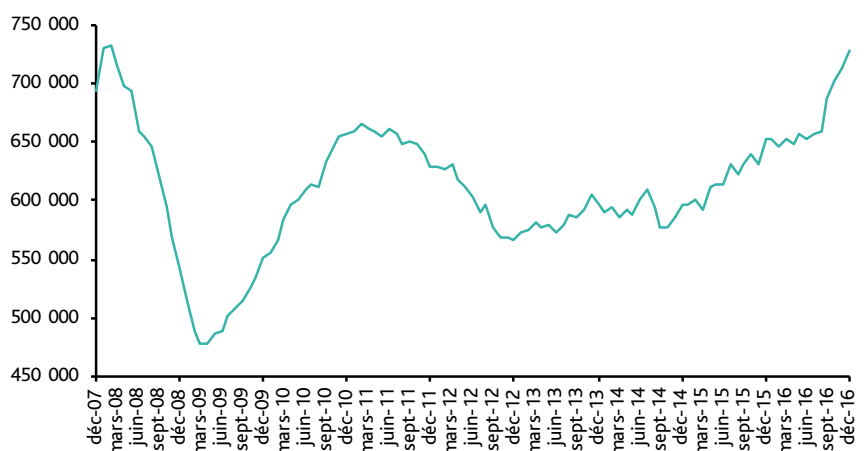
ET DE

11,8%

PAR RAPPORT À
DÉCEMBRE 2015

Graphique 1

L'EMPLOI INTÉrimAIRE EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

1. **Avertissement** : Les évolutions d'emploi intérimaire présentées ici reposent sur une méthodologie établie en commun avec la Dares et sont donc identiques avec celles publiées par la Dares. Cf <http://www.pole-emploi.org/statistiques-analyses/systeme-d-information-ett-@/5931/view-article-234.html?>. Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares restent différentes en niveau.

Résultats détaillés en décembre 2016

La répartition par secteur d'activité de l'emploi intérimaire diffère sensiblement de celle de l'emploi salarié total. En effet, l'emploi intérimaire est prépondérant dans l'industrie et la construction. L'industrie représente 16,8% de l'emploi salarié total, mais emploie 42,1% des intérimaires. La construction représente 17,2% de l'emploi intérimaire contre 7,5% de l'emploi salarié total. Inversement, 75,6% des salariés travaillent dans le secteur tertiaire contre seulement 40,2% des intérimaires [cf. tableau 2 en annexe].

A fin décembre, le taux de recours à l'intérim² est de 9,3% dans l'industrie, de 9,5% dans la construction et de 2,1% dans le secteur tertiaire. Le taux de recours moyen, tous secteurs confondus, est de 4,1%.

Évolution mensuelle par secteur (CVS)

En décembre, les effectifs intérimaires augmentent le plus dans l'industrie (+3,1%). Ils sont suivis par ceux de la construction (+1,4%) et ceux du tertiaire (+1,3%) [cf. tableau 1].

Tableau 1

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INTÉRIMAIRES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs	Principaux secteurs	Variation absolue mensuelle (nombre d'intérimaires)	Évolution mensuelle CVS	Évolution trimestrielle CVS	Évolution annuelle CVS
Industrie		9 740	3,1%	7,4%	10,2%
	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	360	1,8%	4,1%	3,6%
	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	610	1,1%	5,2%	8,8%
	Fabrication d'autres produits industriels	5 190	3,7%	-4,1%	6,4%
	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	1 100	2,8%	5,8%	19,4%
	Fabrication de matériels de transport	2 460	4,8%	4,9%	7,9%
Construction		1 790	1,4%	5,2%	8,8%
Tertiaire		3 460	1,3%	4,9%	15,6%
	Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	-3 930	-5,9%	-4,1%	6,4%
	Transports et entreposage	-1 130	-1,2%	5,8%	19,4%
	Activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien	8 560	15,4%	4,9%	7,9%
	Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	1 030	7,7%	1,0%	5,4%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

Parmi les principaux secteurs de l'industrie, les effectifs intérimaires augmentent le plus dans la « fabrication de matériels de transport » (+4,8%) et la « fabrication d'autres produits industriels » (+3,7%). Ils sont suivis par la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fabrication de machine » (+2,8%) et par les « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution » (+1,8%). La fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac » augmente le moins (+1,1%).

Dans le tertiaire, les effectifs intérimaires augmentent dans les « activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien » et dans les « administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale » (respectivement +15,4% et +7,7%). Les autres secteurs voient leurs effectifs baisser : -1,2% dans le « transport et entreposage » et -5,9% dans le « commerce, réparation d'automobiles et de motocycles ».

2. Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires du secteur et les effectifs salariés globaux de ce secteur (y compris intérim), estimés à partir des données trimestrielles d'emploi salarié de l'Acoss relatives à fin septembre 2016 (dernier point disponible).

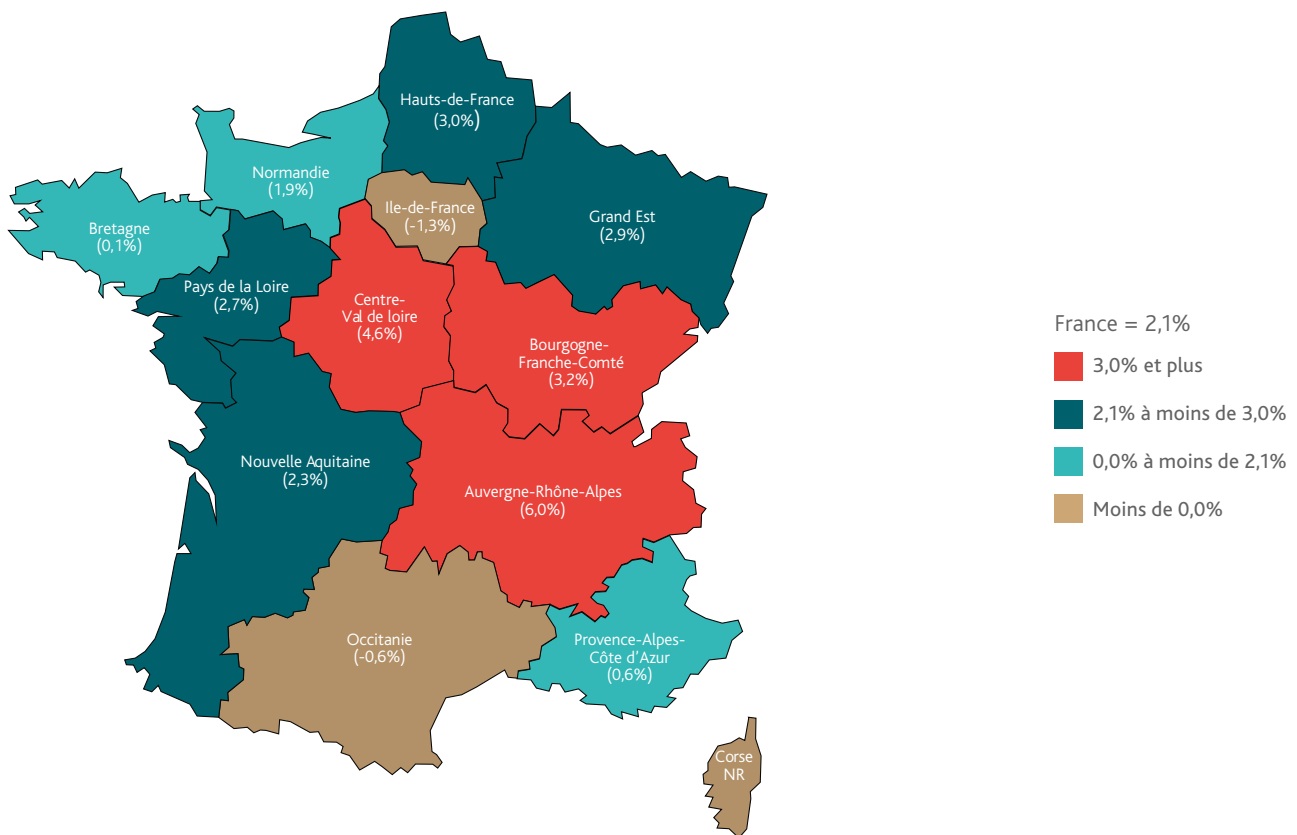
Évolution par région

La répartition régionale de l'emploi intérimaire est relativement proche de celle de l'emploi salarié total. Cependant, les régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur font partie des régions qui possèdent les plus faibles taux de recours à l'intérim (respectivement 2,5% et 3,0%) en raison du faible poids de leur industrie. À l'opposé, les taux de recours les plus élevés se situent dans les régions suivantes : Centre-Val de Loire (6,2%), Pays de la Loire (6,0%), Bourgogne-Franche-Comté (5,5%) et Hauts-de-France (5,4%) [cf. [tableau 3 en annexe](#)].

En décembre par rapport à novembre, l'emploi intérimaire progresse dans 10 régions. La région Auvergne-Rhône-Alpes enregistre la plus forte hausse (+6,0%). Elle est suivie par le Centre-Val de Loire et la Bourgogne-Franche-Comté (respectivement 4,6% et 3,2%) [cf. [carte 1](#)].

Carte 1

ÉVOLUTION MENSUELLE (CVS) DÉCEMBRE 2016 / NOVEMBRE 2016

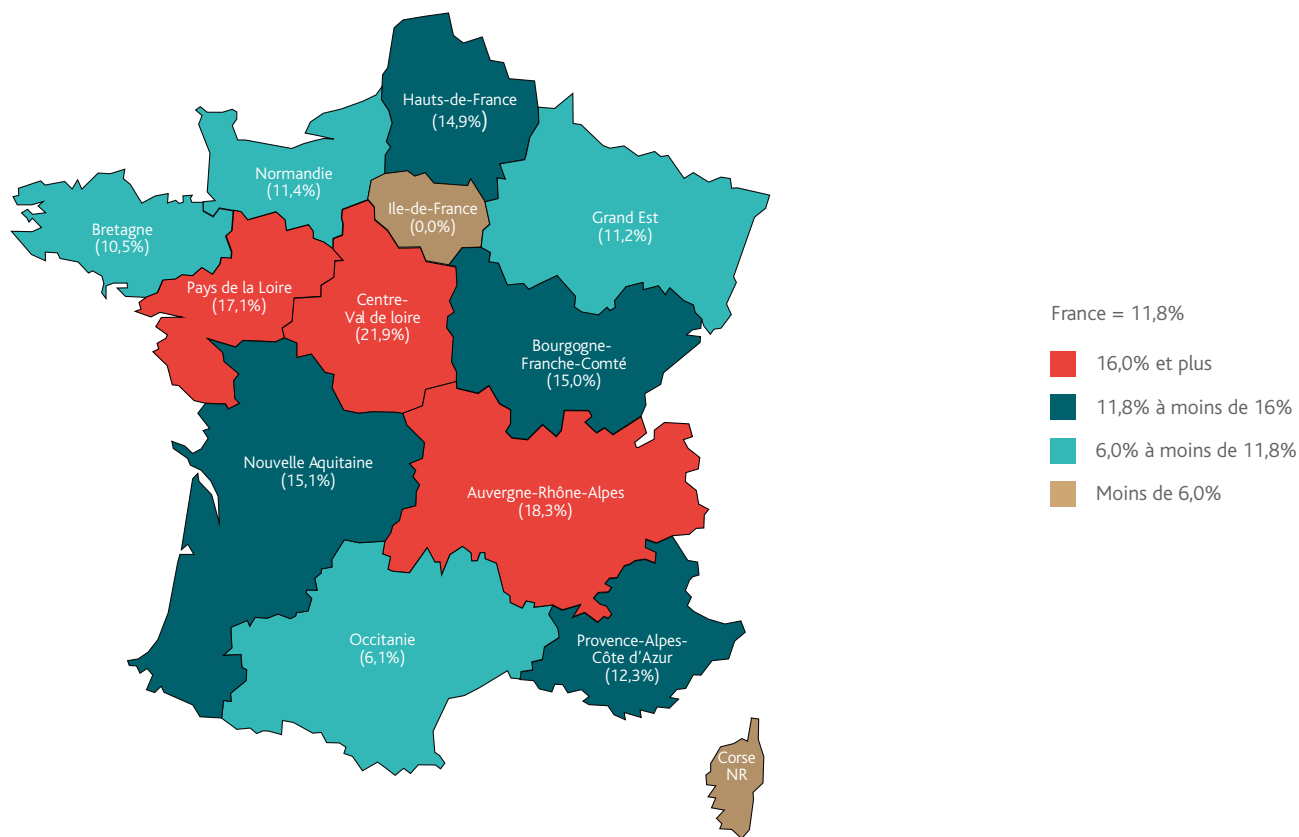


Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

Sur un an, l'emploi intérimaire progresse dans toutes les régions excepté en Ile-de-France où il reste stable (0,0%). La hausse la plus marquée concerne la région Centre-Val de Loire (+21,9%) [cf. [carte 2](#)].

Carte 2

ÉVOLUTION ANNUELLE (CVS) DÉCEMBRE 2016 / DÉCEMBRE 2015



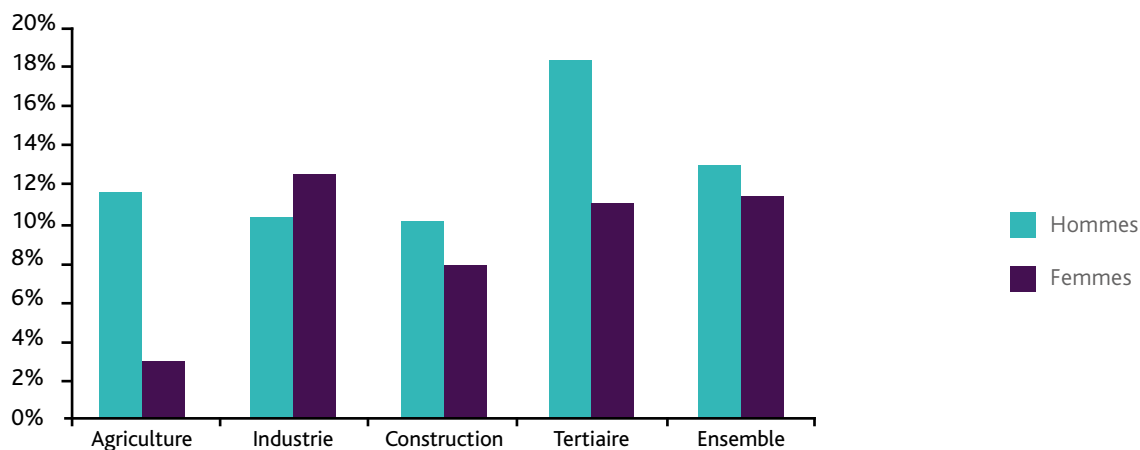
Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine

Évolution par sexe selon le secteur d'activité

Les intérimaires sont majoritairement des hommes (72,5%). Par rapport à fin décembre 2015, leur part augmente de 0,3 point. Sur un an, les effectifs intérimaires augmentent plus pour les hommes (+12,9%) que pour les femmes (+11,3%). Ce constat se confirme dans le tertiaire où les hommes voient leurs effectifs augmenter de 18,2% contre 10,9%. Ce constat a lieu également dans la construction (+10,0% contre +7,7% pour les femmes). Contrairement à la tendance générale, les effectifs masculins augmentent moins vite que ceux de leurs homologues féminins dans l'industrie : respectivement 10,2% pour les hommes contre 12,3% pour les femmes [cf. graphique 2].

Graphique 2

ÉVOLUTION ANNUELLE PAR SEXE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ (EN %, DONNÉES BRUTES)



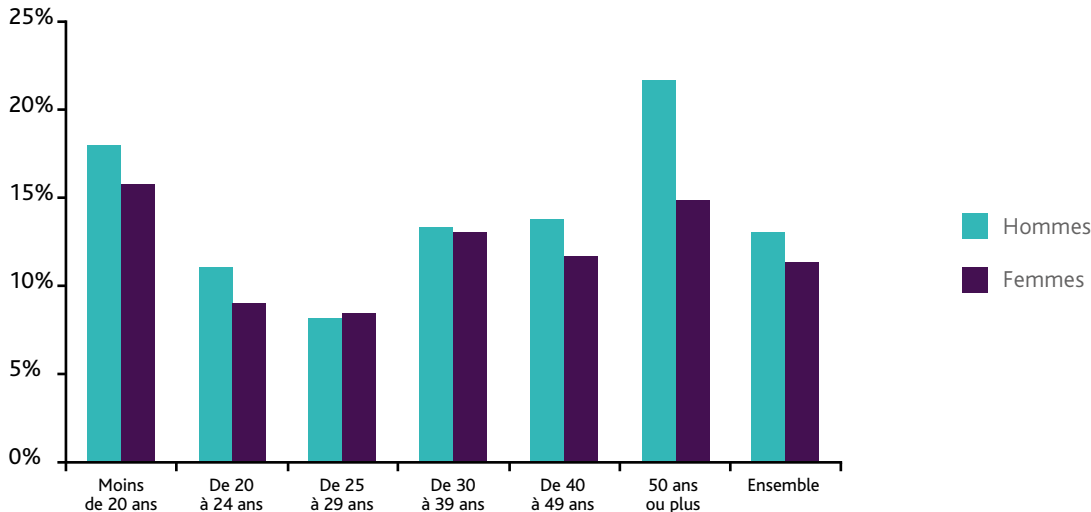
Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

Évolution par âge selon le sexe de l'intérimaire

La population des intérimaires est relativement jeune : 43,1% d'entre eux ont moins de 30 ans en décembre 2016 [cf. tableau 4 en annexe]. Par rapport à fin décembre 2015, les intérimaires de 20 à 24 ans et ceux de 25 à 29 ans ont vu leurs parts baisser (respectivement -0,4 point et -0,7 point). Les autres catégories d'âge voient leurs parts augmenter, notamment celle des 50 ans ou plus (+0,7 point) [cf graphique 3].

Graphique 3

ÉVOLUTION ANNUELLE PAR ÂGE SELON LE SEXE DE L'INTÉRIMAIRE (EN %, DONNÉES BRUTES)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

Évolution par catégorie socioprofessionnelle

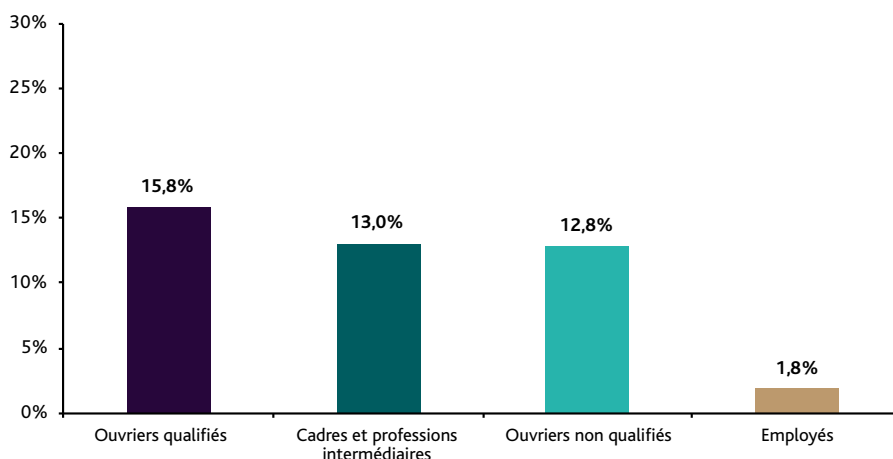
Les emplois intérimaires sont très majoritairement des emplois d'ouvriers : 40,0% sont des ouvriers qualifiés et 37,0% des ouvriers non qualifiés [cf. tableau 5 en annexe].

Sur un an par rapport à fin décembre 2015, la part des employés baisse (-1,3 point). Les autres catégories professionnelles voient leurs parts augmenter : + 0,1 point pour les ouvriers non qualifiés et pour les cadres et professions intermédiaires et +1,1 point pour les ouvriers qualifiés.

Sur un an, toutes les catégories socioprofessionnelles voient leurs effectifs intérimaires augmenter : +15,8% pour les ouvriers qualifiés, +13,0% pour les cadres et professions intermédiaires, +12,8% pour les ouvriers non qualifiés et +1,8% pour les employés [cf graphique 4].

Graphique 4

ÉVOLUTION ANNUELLE SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (EN %)



Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

ANNEXE

Tableau 2

RÉPARTITION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE SELON LES SECTEURS (DONNÉES BRUTES)

SECTEURS D'ACTIVITÉ (A17)	Répartition de l'emploi intérimaire à fin décembre (en %)
Agriculture, sylviculture, pêche	0,4
Industrie	42,1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2,6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	8,6
Cokéfaction et raffinage	0,1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques-fabrication de machines	5,2
Fabrication de matériels de transport	6,9
Fabrication d'autres produits industriels	18,7
Construction	17,2
Tertiaire	40,2
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	9,5
Transports et entreposage	14,5
Hébergement et restauration	1,7
Information et communication	0,9
Activités financières et d'assurance	1,5
Activités immobilières	0,3
Activités scientifiques et techniques - services administratifs et de soutien	8,8
Administrations publiques, enseignement, santé humaine et action sociale	2,1
Autres activités de services	0,9
TOTAL	100,0

Tableau 3

RÉPARTITION DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE SELON LES RÉGIONS (DONNÉES BRUTES)

RÉGIONS	Répartition de l'emploi intérimaire à fin décembre (en %)	Répartition de l'emploi salarié au 30/09/16 (en %)	Taux de recours à l'intérim (en %) ³
Auvergne-Rhône-Alpes	14,0	12,5	4,6
Bourgogne-Franche-Comté	5,1	3,8	5,5
Bretagne	5,5	4,5	5,0
Centre-Val de Loire	5,4	3,6	6,2
Corse	0,0	0,5	NR
Grand Est	8,5	7,7	4,5
Hauts-de-France	10,6	8,0	5,4
Île-de-France	16,0	25,8	2,5
Normandie	5,7	4,6	5,1
Nouvelle Aquitaine	8,5	8,0	4,4
Occitanie	6,6	7,7	3,5
Pays de la Loire	8,5	5,8	6,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,5	7,5	3,0
TOTAL	100,0	100,0	4,1

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

3. Le taux de recours à l'intérim se définit comme le rapport entre les effectifs intérimaires de la région et les effectifs salariés globaux de cette région estimés fin septembre 2016

Tableau 4
RÉPARTITION SELON L'ÂGE (DONNÉES BRUTES)

Âge	Homme	Femme	Ensemble
Moins de 20 ans	3,9%	3,5%	3,8%
De 20 à 24 ans	21,0%	21,4%	21,1%
De 25 à 29 ans	17,9%	18,8%	18,2%
De 30 à 39 ans	27,1%	24,8%	26,5%
De 40 à 49 ans	18,8%	19,8%	19,0%
50 ans ou plus	11,2%	11,7%	11,4%

Tableau 5
RÉPARTITION SELON LA CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (DONNÉES BRUTES)

Catégorie socioprofessionnelle	Homme	Femme	Ensemble
Cadres et Professions intermédiaires	8,2%	17,0%	10,6%
Employés	5,6%	30,3%	12,4%
Ouvriers qualifiés	48,7%	16,9%	40,0%
Ouvriers non qualifiés	37,5%	35,8%	37,0%

Tableau 6
RÉPARTITION SELON LES 4 GRANDS SECTEURS (DONNÉES BRUTES)

Secteur d'activité en nomenclature A4	Homme	Femme	Ensemble
Agriculture	0,4%	0,5%	0,4%
Industrie	41,4%	44,1%	42,1%
Construction	22,5%	3,2%	17,2%
Tertiaire	35,7%	52,2%	40,2%

Sources : Pôle emploi, Relevé Mensuel de Mission et Déclaration Mensuelle de Mission, France métropolitaine.

Sources et définitions

LE SYSTÈME D'INFORMATION SPÉCIFIQUE AUX ÉTABLISSEMENTS DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Les statistiques d'emploi intérimaire sont établies à partir de la source déclarative « Déclaration Mensuelle de Mission (DMM) » et les Relevés Mensuels de Mission source « Déclaration sociale nominative (DSN) » des entreprises de travail temporaire (ETT). La loi de février 1994 impose en effet aux établissements de travail temporaire de transmettre chaque mois à Pôle emploi un relevé mensuel des missions en cours durant le mois écoulé. La Déclaration sociale nominative (DSN) se substitue progressivement aux DMM, et sera généralisée en 2017. Ainsi Pôle emploi centralise l'ensemble des réceptions de DMM ou de DSN pour les ETT ayant déjà adopté ce mode déclaratif, et intègre, après avoir effectué les contrôles de qualité et d'exhaustivité, l'ensemble des informations relatives aux missions d'intérim. La rediffusion de l'information s'effectue vers les Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) et le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques : Dares).

LES CONCEPTS D'EMPLOI INTÉRIMAIRE ET EXPLOITATION STATISTIQUE

Le nombre d'intérimaires est calculé à l'aide de l'indicateur fin de mois. La série est obtenue à partir du niveau de la statistique annuelle d'emploi intérimaire au 31.12.1995 auquel sont appliqués les taux mensuels d'évolution de l'indicateur fin de mois. En raison de la forte variabilité journalière, l'indicateur fin de mois est construit en fonction de la moyenne des cinq derniers jours ouvrés « pertinents » du mois⁴, et non au seul dernier jour ouvré du mois. Au début du mois M+2 sont connus les indicateurs provisoires du mois M et rectifiés du mois M-1.

CONVERGENCE DES STATISTIQUES D'ÉVOLUTION D'EMPLOI INTÉRIMAIRE PUBLIÉES PAR PÔLE EMPLOI ET PAR LA DARES

Jusqu'aux statistiques relatives au mois de décembre 2014, Pôle emploi et la Dares ont publié des évolutions de l'emploi intérimaire différentes, en raison des traitements légèrement différents réalisés à partir de la même source, les relevés mensuels de missions des agences de travail temporaire. Les travaux méthodologiques menés en commun ont permis de faire converger ces traitements et d'obtenir, à partir de la publication relative à janvier 2015, des statistiques d'évolution de l'emploi intérimaire identiques.

A la suite de ces travaux, Pôle emploi a révisé à compter de la publication de mars 2015 (statistiques relatives à janvier 2015) ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2013. La Dares a utilisé en mars 2015 la méthodologie commune pour établir sa statistique d'évolution provisoire de l'emploi intérimaire en janvier 2015 ; elle révisé dans sa publication d'avril 2015 ses séries d'emploi intérimaire depuis janvier 2009.

Pôle emploi publie un nombre total d'intérimaires, alors que la Dares publie un nombre d'intérimaires en emploi principal. Compte tenu de cette différence de concepts, les séries publiées par Pôle emploi et la Dares restent différentes en niveau.

CALCUL DES ÉVOLUTIONS

L'évolution provisoire de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant uniquement les missions déclarées « à l'heure » par des entreprises de travail temporaire qui ont déclaré des missions à la fois pour le mois M et pour le mois M+1 (méthode dite de « cylindrage » ou à champ de SIRET constant). Cela représente environ 90% des missions déclarées.

L'évolution révisée de l'emploi intérimaire entre le mois M et le mois M+1 est calculée en utilisant l'exhaustivité des missions déclarées « à l'heure » ou avec un mois de retard, sans « cylindrage » (soit près de 97% des missions déclarées).

Pour le calcul des évolutions, chaque mission en cours lors des 5 jours pertinents est comptabilisée au prorata de sa durée (une mission d'1 jour compte ainsi pour 0,2 ; une mission de 2 jours pour 0,4 etc.).

Les données sont disponibles sur : pole-emploi.org

4. Les cinq derniers jours ouvrés « pertinents » sont les cinq derniers jours ouvrés du mois qui ne sont pas concernés par un « pont ».
Il existe aussi un traitement spécifique pour le mois de décembre afin d'exclure la période entre les fêtes.

Directeur de la publication
Jean BASSÈRES

Directeur de la rédaction
Stéphane DUCATEZ

Réalisation
Direction des Statistiques, des Études et de l'Évaluation

Pôle emploi,
1 avenue du Docteur Gley
75987 Paris cedex 20

www.pole-emploi.org

